

**PROGRAMME
TURQUIE**

UN AN APRÈS LE PUTSCH RATÉ, OÙ VA LA TURQUIE ?

PAR

Didier BILLION

DIRECTEUR ADJOINT DE L'IRIS

JUILLET 2017

OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GÉOPOLITIQUE



Le week-end du 15-16 juillet 2017 en Turquie, des commémorations ont été organisées pour célébrer l'échec du coup d'État de l'an dernier. Le point de vue de Didier Billion, directeur adjoint de l'IRIS, sur la situation du pays.

Un an après la tentative ratée de coup d'État, quelle est la situation politique en Turquie ?

Rappelons tout d'abord qu'il s'agissait d'une véritable tentative de coup d'État puisque près de 250 personnes sont mortes lors de la nuit du 15 au 16 juillet 2016 et que le Parlement turc a été bombardé. Dans un premier temps, le pouvoir a riposté en organisant une vague d'arrestations dans les semaines qui ont suivi la tentative de coup d'État. Le problème, c'est que ces arrestations - qui dans un premier temps pouvaient être justifiées et légitimes - se sont poursuivies sans interruption. Actuellement, 45 000 personnes sont en prison et la grande majorité d'entre elles attendent toujours de connaître les actes précis d'accusations. Outre ces arrestations, un peu plus de 140 000 fonctionnaires ont été limogés, surtout sous le coup d'accusation de « complicité avec les terroristes ». Cette dénomination reste assez vague et laisse une marge d'interprétation problématique du point de vue de la justice.

Dans les mois qui ont suivi les événements du 15 et 16 juillet 2016, on a donc assisté à un contre coup d'État civil qui a pris une ampleur telle que l'État de droit n'a pas été respecté. Il est également inquiétant d'assister à une sorte de reformatage de l'État turc, qui devient de plus en plus un « État AKP », le parti majoritaire dirigé par Recep Tayyip Erdoğan. La concentration des pouvoirs a de plus été codifiée lors du référendum constitutionnel du 16 avril dernier.

La Turquie traverse ainsi depuis un an une intense polarisation politique, ainsi qu'une fuite en avant dans le tout répressif. Cette stratégie de la tension est utilisée par le pouvoir comme un moyen de se maintenir et de justifier qu'Erdoğan et son parti soient les seuls capables de maintenir la « démocratie » et de défendre les intérêts fondamentaux de la Turquie. C'est le narratif utilisé par le pouvoir.

Les droits démocratiques sont aujourd'hui en danger en Turquie, même si l'on ne peut encore parler de dictature, ce pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, lors des semaines précédant le référendum du 16 avril, le pouvoir avait massivement et abusivement utilisé les médias en faveur du « oui ». Or, il ne l'a emporté que d'une courte majorité (51,4%), ce qui signifie qu'une grande partie de la population s'est servie du scrutin pour manifester sa réprobation. Ce fut un échec politique pour Erdoğan qui visait au minimum les 60%. Le deuxième élément est la « marche pour la justice » d'Ankara à Istanbul organisée ces dernières semaines par le principal parti de l'opposition, le Parti républicain du peuple. Celle-ci fut un succès ayant réuni des dizaines de milliers de personnes et ayant permis la tenue d'un immense meeting politique à Istanbul.

Des formes de résistance d'une partie de la société s'expriment donc au grand jour et sont des éléments porteurs d'optimisme pour l'avenir.

Quel message Erdoğan a-t-il cherché à délivrer lors des commémorations patriotiques organisées ce week-end ?

Le message d'Erdoğan est violent, ainsi lorsqu'il déclare vouloir « arracher les têtes » des responsables de la tentative de coup d'État. Ce genre de formulation n'est pas très responsable dans la bouche d'un dirigeant qui se veut être un homme d'État de premier plan.

Ces journées de commémoration des 249 victimes sont certes légitimes mais elles font l'objet d'une instrumentalisation politique de la part du pouvoir. Celui-ci s'en sert en effet pour délivrer le message suivant : « la Turquie et son régime démocratique ont été menacés ; heureusement que les citoyens sont descendus dans la rue pour soutenir Erdoğan, les responsables politiques turcs actuels sont les seuls capables de préserver le pays et son avenir ». Ces commémorations représentaient donc un enjeu de communication politique pour le pouvoir (cela reste le propre de toute célébration de ce genre). Elles interviennent toutefois dans un climat très tendu car rappelons que des dizaines de journalistes, d'intellectuels et de responsables de partis politiques sont en prison.

Quelles sont les perspectives futures pour la Turquie alors que sa société est profondément divisée ?

Il est important de distinguer la conjoncture de la période. La première n'est clairement pas bonne pour toutes les raisons déjà évoquées et il y a clairement une perte de temps et le gâchis de fortes opportunités pour la Turquie. En effet, rappelons que du début des années 2000 aux

années 2008-2009, on a assisté à un élargissement du champ des libertés démocratiques individuelles et collectives. Or, nous sommes aujourd'hui dans une phase de régression problématique. De même au niveau économique puisque la Turquie avait atteint des taux de croissance de presque deux chiffres dans les années 2009-2010, ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui.

Pour autant, si l'on raisonne au niveau de la période, la Turquie n'est pas à genoux. Elle continue d'être un pays incontournable pour la région et ses équilibres d'un point de vue démographique, géographique, géopolitique et économique. Ce serait une erreur de l'isoler et une vision à court terme alors qu'il faut plutôt raisonner sur le moyen terme, tout en restant exigeant sur les atteintes aux libertés démocratiques. Rien ne serait pire que de geler officiellement les relations avec la Turquie, comme le préconise un vote récent du Parlement européen. Au contraire, il faut maintenir un dialogue exigeant et ferme. Rappelons que les Européens ont eux aussi besoin de la Turquie pour nombre de défis, notamment celui des questions migratoires et des réfugiés.

Enfin, la question kurde reste le défi numéro un de la société turque. Aujourd'hui, celle-ci est presque exclusivement traitée d'un point de vue militaire, ce qui est une erreur. Il est nécessaire que les dirigeants turcs aient la volonté de reprendre un contact politique avec le PKK. Il faut reprendre le chemin de la négociation telle que menée dans les années 2012-2015 ; le plus tôt cela se réalisera, le mieux ce sera pour la stabilisation de la Turquie. ■

UN AN APRÈS LE PUTSCH RATÉ, OÙ VA LA TURQUIE ?

PAR

Didier BILLION / Directeur adjoint de l'IRIS

JUILLET 2017

OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GÉOPOLITIQUE

Sous la direction de Didier BILLION, directeur adjoint de l'IRIS
dbillion@iris-france.org

Un observatoire du

PROGRAMME TURQUIE

Sous la direction de Didier BILLION, directeur adjoint de l'IRIS
dbillion@iris-france.org

© IRIS

TOUS DROITS RÉSERVÉS

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercœur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

F. + 33 (0) 1 53 27 60 70

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org